

LIBYE

Les rebelles se préparent à prendre Brega

Les insurgés, galvanisés par la reconnaissance internationale de leur représentation politique, se préparaient hier à progresser sur le front Est en prenant la cité pétrolière de Brega après y avoir réussi une incursion.

La rébellion a annoncé de son siège à Benghazi dans l'Est qu'une unité de reconnaissance de 50 rebelles était entrée vendredi par le nord dans cette ville tenue par 3 000 militaires fidèles au régime, avant de se replier peu avant minuit.

Cette incursion en profondeur est intervenue environ 32 heures après le déclenchement par les rebelles d'une offensive sur trois axes pour reprendre Brega.

Une unité avait avancé jusqu'à quatre kilomètres du centre-ville, deux autres qui attaquaient par l'est et le sud s'étaient heurtées à une vive résistance de l'armée de Mouammar Kadhafi.

Les insurgés démaient encore hier les alentours de la ville pour faciliter les manœuvres de l'artillerie lourde.

Au moins dix rebelles ont été tués dans l'offensive autour de Brega et 172 blessés, la plupart touchés par des mines, contrairement aux combats précédents, où l'artillerie lourde provoquait les plus lourds dégâts, selon des sources médicales.

«Nous avons reçu cinq nouveaux blessés ce matin (hier), tous touchés par des mines», a précisé Ahmed Dinari, médecin dans un hôpital proche d'Ajdabiya.

Allongé sur un lit d'hôpital, Ali Saleh, 19 ans, a raconté comment il a été blessé au genou quand son blindé, engagé dans la colonne centrale des rebelles, a heurté une mine. «Nous étions tout près de Brega à environ 3h du matin, l'Otan nous a



Photo : DR.

ordonné de nous replier. Nous reculions quand notre blindé a touché une mine qui a détruit les chenilles», a-t-il expliqué. L'Alliance a pour sa part annoncé avoir détruit vendredi 14 objectifs militaires des pro-Kadhafi dans des bombardements aériens sur cette ville.

Jeudi, les rebelles avaient annoncé avoir dépassé le point à mi-chemin à 40 km entre Brega et Ajdabiya contre lequel ils butaient depuis des semaines.

Brega, enjeu financier de taille

Reprendre l'important port pétrolier de Brega à la pointe sud-est du Golfe de Syrte, actuellement aux mains des forces du colonel Mouammar Kadhafi, améliorerait nettement la situation financière des rebelles, en plus de les fournir en hydrocarbure. En effet, les membres du groupe de contact sur la Libye réunis vendredi à Istanbul ont pleinement reconnu la rébellion afin de lui apporter l'aide financière qu'elle réclame.

«Le groupe de contact a aussi encouragé les participants à fournir une aide financière substantielle au Conseil national de transition (CNT), y compris à travers des mécanismes autorisant les entités contrôlées par le CNT à exporter des hydrocarbures», affirme la déclaration commune du groupe.

Le colonel Kadhafi, dont le groupe de contact a réclamé le départ, a défié une nouvelle fois vendredi la communauté internationale dans un message relayé par haut-parleurs à des milliers de ses partisans rassemblés à Zliten, une ville visée par les rebelles à 150 km à l'est de Tripoli.

«Reconnaissez un million de fois le soi-disant CNT, cela n'a aucune portée pour le peuple libyen qui va piétiner vos décisions», a martelé le dirigeant libyen. «J'ai avec moi cinq millions de Libyens prêts au martyre», a également menacé Mouammar Kadhafi.

A l'Ouest, où les rebelles ont subitement fait avancer la ligne de front ces derniers jours, la situation était relativement calme, ont indiqué hier des responsables militaires à une journaliste de l'AFP à Goualich, à une centaine de km au sud de Tripoli.

«Aujourd'hui, les forces khadafistes ont bombardé, il y a eu cinq frappes, des (missiles) grad et au canon chika. Les rebelles ont répliqué en lançant des roquettes», a indiqué un commandant de check point, Chaban Aaboz. «Il n'y a pas eu de bataille dans la vallée (près de Goualich), c'est calme : les khadafistes opèrent quelques mouvements mais ils sont suffisamment loin de nous pour que ça ne pose pas de problèmes», a-t-il ajouté.

Selon des responsables militaires, la tendance aujourd'hui n'est pas à l'offensive, sauf en cas de pression accrue des troupes khadafistes.

«Il y a des rebelles toujours positionnés à une dizaine de km d'Al-Assabaa (17 km au nord de Goualich). La position est sécurisée : nous sommes en discussions avec des gens d'Al-Assabaa pour voir comment les civils peuvent quitter la ville avant que nous ne lancions l'assaut», a expliqué un autre commandant rebelle, Mokhtar Lakhdar.

SYRIE

Personne ne peut influencer sur la situation, affirme Clinton

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a jugé hier en Turquie, un pays partageant une longue frontière avec la Syrie, que la situation syrienne ne pouvait pas être influencée de l'extérieur.

«Aucun d'entre nous n'a vraiment d'influence, en dehors de dire ce que nous croyons et d'encourager les changements que nous espérons», a-t-elle déclaré dans un entretien à Istanbul avec la chaîne d'information CNN-Türk.

«Ce qui se passe en Syrie est très incertain et troublant, parce que nombre d'entre nous avaient espéré que le président Assad ferait les réformes nécessaires», a-t-elle ajouté.

M^{me} Clinton s'exprimait au second jour de sa visite en Turquie, au moment où une «Conférence de Salut national» réunissant plus de 300 opposants syriens s'ouvrait à Istanbul pour examiner les moyens de renverser le régime de Bachar Al-Assad.

«Les efforts de l'opposition pour se regrouper, s'organiser et définir un programme forment une part importante de la réforme politique», a ensuite commenté M^{me} Clinton lors d'une conférence de presse.

La tentative des Syriens de constituer une opposition est «encourageante», a-t-elle ajouté, évoquant



Photo : DR.

son espoir d'une «coopération pacifique avec le gouvernement en vue d'un avenir meilleur».

Les Etats-Unis ont à la fois haussé le ton cette semaine contre le régime syrien et affirmé que le changement ne pourrait venir que des Syriens eux-mêmes.

Hillary Clinton avait assuré vendredi que «la Syrie ne peut pas retourner en arrière» et qu'à ses yeux, le président Bachar Al-Assad

«a perdu sa légitimité» à force de répression brutale de sa population.

A la différence de la situation en Libye, aucun consensus ne semble se dégager au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner fermement le régime Assad.

Sur le terrain en Syrie, plus d'un million de personnes ont manifesté vendredi, entraînant une répression qui a coûté la vie à 28 manifestants, selon des militants.

ÉGYPTE

La foule oblige un général à quitter la place Tahrir

Les manifestants rassemblés sur la place Tahrir au Caire ont pris à partie hier un des chefs de l'armée qui tentait de s'adresser à eux, le contraignant à rebrousser chemin, sur fond de tensions croissantes entre contestataires et militaires au pouvoir, selon des témoins.

Le général Tarek al-Mahdi, membre du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Égypte depuis la chute en février du président Hosni Moubarak, a déclaré à la télévision d'Etat qu'une «minorité» de protestataires l'avait chahuté pendant qu'il faisait un discours, tandis que d'autres avaient tenté de s'interposer pour le protéger.

Des témoins ont raconté que le général avait dû écourter sa visite après avoir été raillé par des manifestants scandant des slogans antimilitaristes.

Un responsable de l'armée a dit à l'AFP que le général Mahdi avait quitté la place Tahrir, théâtre de manifestations à nouveau quotidiennes depuis le 8 juillet, après quelques «protestations» contre sa présence.

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi dans toute l'Égypte, et en particulier sur cette place emblématique du mouvement qui a renversé M. Moubarak, pour pousser le CSFA à des réformes.

Les Égyptiens, qui ont participé à cette journée de mobilisation baptisée «vendredi du dernier avertissement», entendaient réclamer un plan clair et transparent pour la transition au sommet de l'Etat, accusant les militaires de s'être accaparé le pouvoir.

Longtemps silencieux face à la colère de la rue, le CSFA a assuré mercredi soutenir la révolution et ses idéaux.

Le Premier ministre Essam Sharaf doit, quant à lui, présenter lundi un nouveau gouvernement pour tenter d'apaiser la contestation.